ne peut accumuler une dette nationale lorsqu'on ne vit pas au-dessus de ses moyens, et c'est la seule façon honnête de procéder. Tous ceux qui peuvent entendre ma voix, et j'imagine que cela comprend tous ceux qui sont ici présents, savent qu'il n'existe pas d'argent libre de dette; on ne peut rien avoir pour rien. On ne peut rien avoir pour rien dans notre pays, car nous croyons au régime de financement autonome. Nous croyons qu'il faut payer nos justes dettes et donner aux gens un revenu raisonnable pour l'argent qu'ils ont économisé. Je ne demanderais pas aux gens de me fournir de l'argent libre de dette. C'est du vol...

Une voix: Le CP en a obtenu.

M. Bigg: Le CP a peut-être obtenu de l'argent sans intérêt, mais il n'y avait pas droit. On n'a rien pour rien et les gens du CP sont des profiteurs. La nouvelle doctrine selon laquelle on peut, de plein droit, avoir quelque chose pour rien est mensongère. Si les Canadiens veulent donner par pure bonté d'âme, et ils l'ont fait par centaines de millions de dollars, il n'existe encore aucune loi, monsieur l'Orateur, qui donne à quiconque le droit d'exiger ces bienfaits comme son dû. Aucun gouvernement n'a le droit de rendre légaux et obligatoires mes sentiments charitables.

Si nous voulons créer une atmosphère dans laquelle un homme puisse travailler, au lieu de siphonner une part de plus en plus grande des bénéfices de son travail, nous devrions nous efforcer d'en reverser de plus en plus dans le salaire qu'il touche pour son travail. Il y aurait de moins en moins d'assistés sociaux si nous procédions de cette façon. Il nous faut des programmes pour renvoyer nos jeunes à leurs études. Il nous faut une politique commerciale dynamique pour nous permettre de vendre nos produits sur les marchés mondiaux. Il nous faut encourager nos hommes d'affaires. Laissons tomber le Livre blanc et encourageons nos hommes d'affaires canadiens à se lancer sur les marchés mondiaux. Il doivent concurrencer les produits manufacturés comme nous avons concurrencé les produits agricoles.

Dans le monde aujourd'hui, aucun fermier n'est plus efficace que le fermier canadien et jamais celui-ci n'a connu de temps plus durs. Lui prêter de l'argent sans intérêt ou à 5 p. 100 d'intérêt ou subventionner les prêts accordés aux agriculteurs de l'Ouest ne servira pas à grand chose, à moins de trouver des marchés pour l'écoulement de ses produits. Sa dette deviendra un boulet. A quoi bon lui accorder \$75,000 sans prévoir les modalités de remboursement? L'argent sans intérêt n'est qu'une chimère et jamais je n'appuierai cette idée-là.

Mes amis d'en face ont déjà voté pour l'argent libre de dette. Je ne sais pourquoi ils ont ainsi, en gens raisonnables, changé d'avis, si ce n'est qu'ils ont reconnu que ce sont les conservateurs qui, par leur politique, ont renfloué le Canada entre 1957 et 1962. Nous avons prospéré dans la mesure où le gouvernement actuel a suivi l'orientation de son prédécesseur. Mais quand il s'est mis à bâtir des châteaux en Espagne, ce fut la pagaille. Ce sont les Canadiens qui ont dû en faire les frais et ce sont eux qui paieront les pots cassés tant que nous n'aurons pas retrouvé la voie du bon sens par le labeur, l'économie et la recherche de débouchés à l'étranger.

• (9.10 p.m.)

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, en entendant mon préopinant discuter de la motion, j'avais l'impression d'être au Parlement d'Edmonton, tellement on s'acharnait à critiquer la politique de l'administration provinciale de l'Alberta. Pourtant, la motion est claire et il y est bien dit:

Que, devant l'impuissance du gouvernement à combattre efficacement l'augmentation effarante du fardeau des dettes publiques, cette Chambre est d'avis que le secteur public de l'économie canadienne, comprenant le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et les commissions scolaires soit financé par des prêts sans intérêt...

Voilà comment on manque d'objectivité et qu'on essaie de prêter au Ralliement créditiste et à tous ceux qui défendent cette politique des intentions qui ne sont pas les nôtres.

Je considère que l'individu qui gagne \$100 et consent à les prêter à un ami ou à un partenaire a réellement le droit de toucher un intérêt, car il loue, en quelque sorte, le fruit de son travail. Nous reconnaissons cela et nous l'acceptons d'emblée, et je considère comme malhonnêtes ceux qui essaient de faire accroire au public que nous nous opposons à tous ces systèmes de prêts, du fruit du travail de l'individu à une industrie ou à un copain. Ce que nous voulons surtout, c'est d'alléger le fardeau des individus et de toute la collectivité, en insistant fortement auprès du gouvernement pour que tous les crédits nouveaux qui sont fondés sur le travail de tous les Canadiens soient prêtés au gouvernement fédéral, aux municipalités, aux provinces, tout en tenant compte d'un système de comptabilité et sans exiger un intérêt qui écrase tout le monde en même temps.

J'entendais, l'an passé, au cours du débat sur les lois présentées par l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson), concernant la Société du crédit agricole,—loi visant à débloquer ce système d'intérêt qui était bloqué à 5 p. 100—nos amis de l'opposition officielle s'y sont opposés d'une façon catégorique, sous prétexte que c'était de nature à im-